
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CXC.

Du Mercredi 20 Janvier 1790.

LA séance a commencé par la lecture du procès-verbal faite par M. Pouffers.

Les députés extraordinaires de Châtillon-sur-Seine, à qui l'assemblée a donné séance, sont venus offrir un don patriotique de trois contrats sur l'état, réduits à 6080 liv. avec la remise de tous les intérêts. Les diverses corporations de cette ville ont suivi cet exemple, en faisant l'abandon de plusieurs rentes sur le roi. Cette ville réclame la conservation d'une maison de religieux, qui forme un hospice pour les malheureux habitans des campagnes voisines. Un pareil titre est bien favorable. L'assemblée a applaudi au don patriotique, ainsi qu'à celui d'un inconnu, qui a envoyé à l'assemblée nationale un don patriotique de 5000 livres en billets de caisse.

M. le président a fait lecture d'une lettre de M. de la Luzerne, qui prouve que le patriotisme des Français est toujours le même, sous quelque latitude, sous quelque maître qu'il respire.

Voici cette lettre du 17 janvier.

M. le président,

Le consul & chargé des affaires de France auprès du
Tome VI.

Bey & de la Régence de Tunis , M. de Châteauneuf & les Français qui résident en corps de nation dans cette partie de la Barbarie , se sont empressés de se soumettre aux décrets de l'assemblée nationale du 6 octobre dernier. Leur contribution patriotique monte à la somme de 16039 livres, dont plus des trois quarts sont convertis en pur don. Ils l'ont fait passer à la chambre de commerce de Marseille, pour la tenir à la disposition de M. Necker que je viens d'en informer. J'ai l'honneur de vous remettre leur délibération & les déclarations individuelles qu'ils ont faites en conséquence. »

On voit dans cette délibération un trait de patriotisme qui mérite d'être connu.

Louis Bresson de Vignan , dans les Cevennes , de religion protestante & perruquier , à Tunis , vint chez le consul , pour lui dire qu'il vouloit aussi contribuer au bien de son pays : » Pardon , M. le consul , lui dit-il , je ne veux pas , jusqu'à demain , vous apporter mon offrande , parce que je suis occupé à recueillir l'argent de mes pratiques ; je vous prie , au nom de dieu , de ne pas fermer la liste : — J'en ferai volontiers l'avance , reprit le consul ; combien voulez - vous donner ? — 25 louis , & le regret de n'avoir dans le moment que cela de gagné. — Les larmes vinrent aux yeux du consul qui témoignant sa sensibilité , lui dit que l'état & le roi étoient bien loin d'exiger de pareils sacrifices ; — oh ! j'ai tout lu , répondit-il : l'état & mon roi ne demandent rien ; je ne fais pas de sacrifice : je suis jeune , garçon , sans parens dans le besoin ; je travaillerai deux heures de plus , & j'aurai bientôt tout regagné.

On a lu les adresses.

Les Cordonniers de Grenoble font un don patriotique de 300 liv. & d'un capital de 244 liv. sur le roi ; ils ont destiné 400 liv. au soulagement des pauvres.

Autre offrande du bureau de charité de la ville de Meirussis , d'une somme de 150 liv.

La communauté de Fleuri offre le produit de la contribution des ci-devant privilégiés.

La communauté de Mossans en Franche-Comté , a fait don de mille livres, provenant de la vente du quart de réserve de ses bois.

La communauté de S. Clar de Rivière Verdun a offert 238 livres ; celles de Bonnevent & Charbilla , le produit de la contribution des ci-devant privilégiés , & le tiers d'un capital de constitution de rente de 9023 livres.

Les artisans de la ville de Tarbes ont envoyé une adresse pour remercier l'assemblée du décret des municipalités qui les appelle au droit précieux de suffrages , & de nommer leurs officiers municipaux. « Le tems est venu , disoient-ils , où l'on va effacer de nos idées , comme on bannira de notre langue , cette dénomination si avilissante & si commune de *bas peuple* , où les artisans , qui sont la partie la plus considérable des villes , ne seront plus méprisés , repoussés , & presque exclus de l'administration ».

Ils demandent un département pour la Bigorre , qui leur a été déjà accordé.

On a fait mention ensuite des adresses des villes de Mérande , Rochefort , Limeuil , Daignan , Constallens & d'Ingrande.

On a fait lecture d'une requête présentée par M. de Favras , qui demande l'interprétation de l'article 4 du décret des 8 & 9 octobre dernier ; il se plaint de ce qu'il n'a pu encore connoître le nom de son dénonciateur , quoique le rapporteur du procès lui ait indiqué le procureur-syndic de la commune comme auteur de sa dénonciation. M. de Favras persistant à regarder cette indication

comme illufoire , demandoit à l'assemblée qu'elle manifestât ses vues à cet égard.

M. de Préfeld & M. de Montlaugier vouloient qu'on délibérât ; mais M. Goupilleau & un député ecclésiastique ont insisté sur la question préalable , qui a été prononcée.

Le procureur-syndic de la commune , est en effet le dénonciateur de M. de Favras.

M. Gossin a repris le travail concernant la division du royaume.

Les Marches communes de la Bretagne & du Poitou , préféreroient d'être incorporées à la Bretagne ; mais le comité a pensé qu'en cédant aux vues des Marches communes , c'étoit maintenir une inconvenance choquante par l'enclave qu'elles font dans le Poitou ; c'étoit enfin priver gratuitement ce département d'une surface que sa situation lui donne , & qui lui est nécessaire pour se compléter ; sur quoi le comité a proposé le décret suivant , qui a été adopté :

« L'assemblée nationale décrète que les Marches communes seront partagées entre la Bretagne & le Poitou ; que les deux provinces riveraines nommeront chacune un commissaire pour , avec ceux des Marches communes , convenir de ce partage. »

M. Gossin a continué les rapports sur le département de Metz , divisé en neuf districts.

Quelques difficultés s'étoient élevées à raison de la distraction de quelques villages. Le comité pensoit que Sarrelouis & Longi , devoient provisoirement demeurer chef-lieux de district.

« L'intention de l'assemblée , disoit le rapporteur , est de vivifier toutes les parties du royaume , sur-tout de satisfaire les intérêts actuels ; de récompenser le patriotisme des villes , & de l'encourager par le partage des établis-

semens que la constitution déterminera , autant néanmoins qu'elles pourront y avoir des droits actuels.

Le comité a proposé en conséquence , un décret en ces termes , qui a été adopté.

« L'assemblée décrète que le département de Metz , dont la ville de Metz sera le chef-lieu , sera divisé en neuf districts ; savoir , Metz , Longirî , Brici , Thyonville , Sarrelouis , Boulay , Sarguemines & Morsanges ; que Sarrelouis & Longirî , seront provisoirement seulement chef-lieu de leurs districts ; sauf à placer à Bouzônville , Villers la Montagne , ou Longuon , les tribunaux de chacun des districts de Sarrelouis , & de Longirî , & à Saint-Avold l'établissement de l'école nationale ».

C'est encore M. Gossin , qui a fait le rapport , de la ville de Mâcon , qui demande la réunion à son département du Bourg en Bresse , & du fauxbourg Saint-Laurent ; il est éloigné de six lieues du chef-lieu du département de la Bresse , qui n'est séparée de Mâcon que par la Saone , sur laquelle il y a un pont.

Selon la ville de Mâcon , il falloit soumettre à sa municipalité , le fauxbourg ou la ville de Saint-Laurent ; le comité frappé de plusieurs considérations , a proposé le décret suivant qui a été adopté.

» L'assemblée nationale décrète , d'après le vœu du comité de constitution , que le fauxbourg de Saint-Laurent demeurera au département de la Bresse. »

Le rapporteur a continué , en disant que la Champagne , étant divisée en 4 départemens ; celui du Vermandois & du Soissonnois s'est divisé en district ; que des difficultés se sont élevées sur la ville qui devoit être le chef-lieu ; que Sedan & Rethel se sont disputé ce droit.

L'avis du rapport avoit été de le donner à Charleville provisoirement ; la province avoit accordé depuis

cette faveur à Mézières; il s'étoit élevé encore d'autres contestations sur les chef-lieux des districts, & c'est sur tous ces objets que le comité a proposé de décréter ce qui suit :

» L'assemblée nationale décrète que le département septentrional de la Champagne sera divisé en six districts; que l'assemblée de département se tiendra pour la première fois provisoirement à Mézières; & que là, il sera délibéré à la pluralité des suffrages, quel devra être en définitif le chef-lieu du département pour sa seconde séance.

» Que Charleville & Grandpré seront aussi provisoirement les chef-lieux de leur district; sauf à fixer à Mézières & à Baugenci les tribunaux qui pourront être établis dans chacun d'eux.

Le département d'Angers ne présenteoit d'autre difficulté que celle qu'a fait naître la demande de l'*alternat* avec Angers, que propose la ville de Saumur; elle invoque à son appui les motifs pris de sa population de 16 mille âmes; la nécessité de continuer les édifices publics déjà commencés; ses rapports commerciaux si essentiels avec la capitale, sur-tout pour le passage des bestiaux destinés à sa consommation.

Si c'est pour les administrateurs, disoit M. Gossin, que l'administration est faite, il faut satisfaire l'ambition de toutes les villes; mais si c'est pour la volonté & l'intérêt du plus grand nombre, & sur-tout celui des utiles habitants des campagnes, il faut que les villes continuent de signaler leur patriotisme en faveur du plus grand intérêt de tous. Les pertes de la ville de Saumur ne seroient pas d'ailleurs réparées par un *alternat*, qui d'ailleurs occasionneroit des gênes & des frais.

Le comité, pour satisfaire la ville de Saumur, avoit

d'abord adopté l'idée de *l'alternat*, mais le grand éloignement où est Saumur de la plus grande partie des administrés, la grande population d'Angers, ses avantages de communication, & ses établissemens, ont déterminé le comité à penser qu'Angers devoit être le chef-lieu de son département, & que la question de *l'alternat* seroit jugée par le département assemblé dans cette ville.

Quelques députés ont pris la parole & proposé des amendemens, mais on a pensé qu'il n'y avoit lieu à délibérer, & le projet suivant du comité a été décrété.

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département d'Angers sera divisé en huit districts, dont les chefs-lieux seront Angers, Saumur, Beaugé, Châteauneuf, Segré, Saint-Florent, Chollet & Vifieux; qu'Angers sera chef-lieu du département; & que néanmoins il alternera avec Saumur, à moins que le département assemblé ne juge cette alternation contraire à ses intérêts; auquel cas le siège en demeurera fixé à Angers. »

M. Dupont de Nemours a fait ensuite le rapport du travail du comité de constitution sur les limites du département de Paris, & des conférences qui y ont eu lieu à ce sujet.

Après avoir exposé les observations respectives des députés de la ville de Paris, des commissaires du département de Versailles & des députés de la commune de Saint-Denis, le comité a proposé que le département de Paris n'eût moins de trois lieues de rayon que depuis Meudon jusqu'à Saint-Cloud; qu'il eût trois lieues & demie, depuis le coude de la Marne, jusques à Boneuil; & que dans tous les autres points, le rayon de trois lieues à partir du parvis Notre-Dame, serviroit de règle,

conformément au décret de l'assemblée, qui a décidé que ce rayon s'étendrait à trois lieues au plus.

L'assemblée a adopté les conclusions du comité.

M. le président a dit qu'il venoit de recevoir plusieurs lettres; leur lecture a produit la plus agréable sensation dans l'assemblée, par la noblesse des sentimens qui y sont exprimés en faveur des représentans de la nation; on verra avec plaisir au bas de la première de ces lettres, un nom cher à tous les patriotes français.

Lettre du régiment de Royal-Etranger, à M. le président de l'assemblée.

De Dôle, le 15 janvier de l'an 1790.

Nous venons de recevoir la lettre que vous avez fait au régiment Royal-Etranger l'honneur de lui adresser, le 4 de ce mois, d'après le décret de l'assemblée nationale. Le régiment, Monsieur, en partageant les sentimens que tous les officiers de l'armée doivent aux soldats qui la composent, n'a pu penser que M. Dubois de Crancei ait eu l'intention d'attaquer les défenseurs de la patrie, & persuadés que ses représentans eussent réprimé avec sévérité un tort volontaire d'un genre aussi grave, il n'a point demandé de réparation, quand l'assemblée nationale ne voyoit point d'offense.

Cette respectueuse confiance vous assure, Monsieur, que le régiment Royal-Etranger est pénétré du sentiment que vous lui recommandez; il nous charge de vous supplier d'en faire agréer l'hommage à l'assemblée nationale.

Nous sommes avec respect,

Signés GEORGE, JOUVE, NESIN, ROUGEOT, CAULINCOURT, le chevalier DE LAMETH, colonel de ce régiment; RAULNI, DEGRANI, GONDEAU.

Deuxième lettre d'un officier du régiment de Navarre.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

« J'ai lu , à la tête du régiment de Navarre , la lettre qui m'a été adressée au nom de l'assemblée nationale ; j'ai cru convenable de faire distribuer aux compagnies des exemplaires imprimés de cette lettre , bien propre à perpétuer dans l'armée française les sentimens qui l'animent.

» Les officiers , sergens , caporaux & soldats d'un corps qui fut toujours fidèle aux loix du véritable honneur , me chargent de vous attester qu'ils sont inviolablement attachés à tous leurs devoirs envers la patrie & le roi. Je vous prie , M. le président , d'être leur interprète & le mien auprès des représentans de la nation.

» J'ajoute qu'incorporés , pour ainsi dire , dans la garde nationale de la ville de Rouen , par le patriotisme & par l'union la plus intime , nous avons concouru constamment à la conservation des subsistances destinées pour la capitale , à l'exécution des loix , au maintien de l'ordre , & de la tranquillité publique ».

Je suis , &c.

Signé DE BRIEL , premier capitaine
commandant du régiment de Navarre.

Rouen , le 14 janvier.

Après avoir beaucoup applaudi aux sentimens généreux & patriotiques de ces lettres , l'assemblée en a ordonné l'impression & l'insertion dans le procès-verbal.

M. de Boukillier a fait un rapport du comité militaire sur quatre questions importantes.

1°. Quelle est la force de l'armée à entretenir en temps de paix ?

2°. Dans quelle proportion doivent être entre elles les différentes armes destinées à la composer ?

3°. Quelle doit être celle des officiers de tout grade avec les soldats, qui doivent commander ?

4°. Quelle dépense son entretien doit-il occasionner annuellement ?

« Le comité militaire , disoit M. de Bouthillier , a regardé la somme de 84 millions 126 mille 275 livres comme indispensables pour les dépenses de l'armée.

« Le comité des finances , dans l'aperçu qu'il avoit présenté , ne les avoit évaluées qu'à 79 millions : mais ce calcul n'avoit été précédé d'aucun examen préliminaire , & ne portoit sur aucune base certaine ; aujourd'hui tout a été prévu & calculé. L'armée a été réduite au plus bas pied possible.

» Les augmentations des appointemens & solde font une dépense de plus de 5 millions , au-delà de ce qu'elle auroit été en conservant les traitemens actuels , pour la restreindre à la somme de 79 millions.

M. de Bouthillier a proposé une augmentation d'un sou pour le soldat , & de huit deniers pour les linge & chauf-fure ; mais l'assemblée a donné , avec raison , des marques d'improbation à une augmentation aussi modique... Le rapporteur a lu , à la fin de son rapport , un projet de décret en onze articles , que nous rapporterons demain.

M. Alexandre de Lameth a pris aussi-tôt la parole pour demander l'impression du rapport. Il a dit « que dans la situation politique de l'Europe , l'approche du printemps , & la nécessité instante d'améliorer le sort de l'armée , devoient prescrire à l'assemblée nationale le devoir de s'occuper incessamment des bases de la constitution militaire. » Il a demandé l'ajournement des questions relatives à l'armée , au mercredi de la semaine prochaine.

M. le vicomte de Noailles a fortement appuyé cette motion.

M. Vimphen croyoit qu'on devoit s'occuper sur-le-champ du sort des trompes ; mais l'assemblée qui est décidée depuis long-temps à l'améliorer, a pensé qu'elle devoit traiter cet objet avec plus de soin & de maturité, qu'il n'est possible de le faire à la fin d'une séance.

On est allé aux voix. L'impression du rapport a été ordonnée, & l'ajournement des questions a été prononcé pour mercredi.

M. le maire & des députés de la commune de Paris ont été introduits à la barre. Nous rendrons compte demain de l'objet de leur députation.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.

M. Vintcent croira que le rapport de la commission est un acte de la commission, et non de la commission elle-même. Il est certain que la commission a le droit de faire un rapport, mais ce rapport n'est que l'expression de son opinion, et non l'acte de la commission elle-même. On ne peut donc pas dire que la commission a fait un rapport, mais qu'elle a exprimé son opinion. C'est la même chose que de dire que le jury a fait un verdict, mais qu'il a exprimé son opinion. Le verdict est l'acte du jury, et non l'expression de son opinion.

On a dit que la commission a le droit de faire un rapport, mais que ce rapport n'est que l'expression de son opinion. C'est la même chose que de dire que le jury a fait un verdict, mais qu'il a exprimé son opinion. Le verdict est l'acte du jury, et non l'expression de son opinion. On a dit que la commission a le droit de faire un rapport, mais que ce rapport n'est que l'expression de son opinion. C'est la même chose que de dire que le jury a fait un verdict, mais qu'il a exprimé son opinion. Le verdict est l'acte du jury, et non l'expression de son opinion.